

Rénover la démocratie et la Gauche

Pour la VI^e République

Notre combat pour une 6e République est fondamental. Redonner le pouvoir aux citoyens, ne plus laisser passer l'irresponsabilité à la tête de l'Etat, ouvrir au plus grand nombre les responsabilités électives, renouveler les pratiques sont des incontournables pour renforcer la démocratie : un Président arbitre et un Premier ministre responsable, davantage de pouvoirs au Parlement, une remise à plat de la décentralisation, le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non communautaires, la suppression d'un certain nombre de cumuls des mandats simultanés et dans le temps.

Rénover le Parti Socialiste

Le PS ne peut bien sûr s'exonérer de toute remise en question. L'arrivée en masse de nouveaux adhérents doit s'accompagner de l'abandon de nos vieux réflexes : peu d'écoute des « militants de base », faible ouverture sur la société, cumul des fonctions au PS et des mandats électifs, difficile mise en œuvre de la parité, lors d'accords avec nos partenaires par ex, absence d'orientation claire sur la place du Parti en campagne et sous un gouvernement de gauche, tout cela doit être remis sur la table afin de nous rénover.

Contact

Le NPS Paris :

Guillaume Balas (mandataire) : nouveau-ps75@noos.fr
www.nps75.org - www.nouveau-ps.net

Le NPS dans ta section :

**Nouveau parti
socialiste 75**
www.nouveau-ps.net
www.nps75.org

Présentation

Pourquoi le Nouveau Parti Socialiste ?



Ce qui nous anime : changer de politique et changer la politique.

Les constats sont connus : la mondialisation économique et financière, la révolution de l'information ont totalement modifié les rapports de force économiques, et profondément déstabilisé nos sociétés, sans que les forces politiques de gauche, en France et en

Europe, n'aient su réellement faire émerger de politiques à la hauteur.

Pour nous, le PS doit encore porter un projet de transformation sociale, d'égalité, de justice et de démocratie. Et c'est parce que nous considérons qu'il faut analyser en toute lucidité les ravages du libéralisme et du capitalisme sur nos économies et nos sociétés, l'échec de l'Europe, la crise de la démocratie et du socialisme, parce que nous nous refusons à nous résigner au monde tel qu'il va, parce que le PS n'est pas à la hauteur de ces attentes, que NPS existe.

Redonner un souffle à l'idée de progrès économique et social pour gagner les combats électoraux à venir, voilà ce qui nous anime.

Repenser l'Europe face à la mondialisation

Notre horizon est la République Européenne

Rien dans les institutions ne ressemble aux équilibres démocratiques et le vote des citoyens ne détermine jamais l'orientation politique. L'élection du Parlement doit déterminer l'orientation de la Commission elle-même responsable devant ce Parlement.

Après le vote du 29 mai 2005, nous voulons que les socialistes français et leurs homologues européens relancent le processus de construction et d'intégration politique en s'attaquant à la rédaction d'un texte constitutionnel court et clair, accessible à tous les citoyens européens.

Pour une politique économique ambitieuse et réaliste

Comment ne pas constater le gâchis de l'absence de politique économique et monétaire ? Nous avons été parmi les premiers au sein du PS à souhaiter une réforme de la Banque Centrale Européenne qui ne soit plus indépendante et qui pilote l'euro selon des objectifs de croissance et d'emplois et non plus d'inflation. La mise en place d'outils d'harmonisation sociale et fiscale est également un de nos combats prioritaires, comme en témoigne notre implication pour le retrait de la Directive Services (dite Bolkestein).

Réorienter la construction européenne dans un sens plus social

Nous militons pour qu'un Traité social soit instauré et qu'il mette en place des critères de convergence sociaux qui permettent de réguler les politiques économiques. Nous voulons que la Charte des droits fondamentaux devienne opposable afin que les politiques européennes ne puissent plus remettre en cause les acquis sociaux.

Repenser le libre-échange

Et c'est parce que la mondialisation exige des socialistes de trouver de nouvelles réponses ambitieuses, qu'un nouvel ordre économique doit être mis en place avec des règles sociales supérieures aux lois commerciales, que nous voulons renforcer l'Europe. Le libre-échange sans limite doit être repensé notamment par la mise en place d'un tarif extérieur commun applicable aux marchandises produites dans les pays pratiquant le moins-disant social et environnemental. La réforme des institutions internationales doit rééquilibrer les rapports entre puissances et pays en développement, avec une OMC sous contrôle de l'ONU par exemple.

Renouer avec une politique de Gauche, de croissance et de progrès

Relancer la croissance

Relancer la croissance, certes, mais une croissance sur le long terme, qui préserve l'environnement, qui renforce la France et l'Europe sur la scène économique internationale : il nous faut retrouver les instruments de politique industrielle, de fiscalité, de recherche, de service public notamment via la Caisse des dépôts, de développement durable (fiscalité, schéma de services collectifs de l'énergie, programme d'économies d'énergies et d'énergies renouvelables).

La croissance ne peut se concevoir sans progrès social

Mais la croissance ne peut se concevoir sans progrès social : le sentiment de déclassement sape le lien social, les inégalités sont un frein au développement et plus que tout, c'est pour tous ceux qui souffrent des mutations à l'œuvre que nous nous battons. La rénovation de la démocratie sociale, un Pacte qui garantisse l'augmentation des salaires, suivie par un Conseil d'orientation des Salaires, des dispositifs de lutte contre la précarité, la remise en cause des abattements et la refonte de la fiscalité par la fusion impôt sur le revenu et locaux – CSG, un Service public du logement et la taxation de la spéculation immobilière en faveur du logement social font partie de nos priorités.

L'émancipation au cœur du socialisme

Enfin, l'émancipation doit rester au cœur du socialisme : donner à chacun les moyens de se construire, cela passe par l'éducation en ayant pour objectif de donner une qualification à chaque jeune, en cassant les ghettos scolaires, en améliorant l'environnement éducatif au sein de l'école et en supprimant les abattements pour le soutien scolaire, en instaurant une allocation d'autonomie universelle et individualisée pour les jeunes. En matière de politique d'immigration, c'est une République ouverte qui doit être la règle : pas de quotas, régularisation des sans papiers, remise à plat de nos lois et remise en cause des lois Sarkozy.